

Vendredi 3 juillet 2026

Plan canicule de la Région : dix ans de retard, dix millions d'euros de communication

Alors que la Région Auvergne-Rhône-Alpes n'a consacré que 0,8 % de son budget annuel à la rénovation énergétique de ses bâtiments et 0,05 % à la végétalisation par an, Laurent Wauquiez a annoncé hier dans l'urgence un « plan canicule » de 10 millions d'euros. Pour le groupe Les Écologistes, ces annonces tardives constituent surtout un aveu d'échec après une décennie d'inaction face au dérèglement climatique. Elles ne permettront pas de rattraper dix ans de retard ni de masquer les responsabilités de la majorité régionale.

Il aura fallu deux épisodes de canicule successifs, dès les mois de mai et de juin, une assemblée plénière où Les Écologistes ont une nouvelle fois rappelé le bilan désastreux de la majorité régionale face au dérèglement climatique, ainsi qu'une pression médiatique croissante, pour que Laurent Wauquiez découvre enfin que la Région a un rôle à jouer dans l'adaptation au changement climatique.

Alors que Fabrice Pannekoucke est président de la Région, c'est une nouvelle fois Laurent Wauquiez qui présente les annonces, distribue les chèques et fixe le cap. Décidément, en Auvergne-Rhône-Alpes, le président gouverne... mais le conseiller spécial décide.

Cette communication intervient surtout après que le Rassemblement national a proposé un plan centré sur la généralisation des climatiseurs et que le gouvernement s'est emparé du sujet. En manque de vision, Laurent Wauquiez recycle une logique du « tout-climatisation », sans jamais s'attaquer aux causes ni préparer durablement notre territoire.

Depuis des années, notre groupe alerte sur l'état catastrophique des lycées régionaux. Dès 2023, la mission d'information conduite par les élu·es écologistes et de gauche avait mis en évidence des bâtiments transformés en véritables bouilloires l'été et en passoires énergétiques l'hiver. Depuis des années, nous demandons un plan massif de rénovation thermique. Nous demandons également que les aides régionales soient conditionnées à des critères environnementaux et climatiques. Pourtant, la délibération adoptée la semaine dernière par la majorité n'en comporte toujours aucun.

Dans le même temps, la majorité Wauquiez-Pannekoucke a méthodiquement démantelé les politiques environnementales régionales : le budget de la direction de l'environnement a été réduit à peau de chagrin en dix ans, tandis que le schéma régional d'aménagement du territoire demeure toujours illégal dans l'attente d'une modification et d'un vote qui n'arrivent pas.

Les chiffres annoncés par Fabrice Pannekoucke parlent d'eux-mêmes : 388 millions d'euros investis dans l'isolation des bâtiments en dix ans, soit à peine 0,8 % du budget régional par an, et seulement 2,8 millions d'euros pour la végétalisation, soit 0,05 % du budget annuel. Dix ans d'inaction ne se rattrapent pas avec une enveloppe de 10 millions d'euros annoncée dans l'urgence au cœur de l'été.

Plus surprenant encore, ce « plan canicule » n'a jamais été présenté aux élu·es régionaux. Alors que l'assemblée plénière de la semaine dernière a consacré de longues heures à débattre d'acronymes, de logos et de l'appellation des salles de la Région, aucune délibération n'a été soumise sur ces mesures. Pourtant, plusieurs des annonces formulées nécessitent des décisions budgétaires qui relèvent du vote de l'assemblée régionale.

Maxime Meyer, coprésident du groupe Les Écologistes, déclare :

« Dix ans à regarder le thermomètre monter, dix millions d'euros quand il explose : ce n'est pas une politique climatique, c'est une opération de communication. On ne climatise pas dix ans d'inaction. Pendant que Laurent Wauquiez découvre les conséquences du dérèglement climatique, les élèves, les soignants et les habitants, eux, les subissent déjà depuis longtemps. Après dix ans d'échec, il est temps de céder la place à une majorité qui prend enfin la mesure de l'urgence climatique. »

Natacha Muracciole, coprésidente du groupe Les Écologistes, ajoute :

« La meilleure protection contre les canicules, ce ne sont pas des climatiseurs distribués dans la précipitation, ce sont des bâtiments rénovés, des communes végétalisées et des politiques climatiques ambitieuses. Après dix ans de retard, la majorité reconnaît enfin le problème. Il est désormais temps qu'elle reconnaisse aussi qu'elle fait partie du problème. »